SATELEC
Société par actions simplifiée
Au capital de 4 500 000 euros
Siège social : 24 avenue du Général de Gaulle
91170 VIRY-CHATILLON

971 201 546 RCS EVRY

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
EN DATE DU 1ER AVRIL 2026

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2025

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2025 s'élevant à 721 019 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	721 019 euros
Report à nouveau antérieur créditeur	5 737 005 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	6 458 024 euros
A titre de dividendes *Soit 17,61 euros par action*	3 700 000 euros
Le solde Est affecté en totalité au compte « Report à nouveau ».	2 758 024 euros

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'établissent à 11 400 014 euros.

Le dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Ce dividende est soumis, pour les personnes physiques, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux global de 31,4 % des revenus perçus. Ce taux forfaitaire global est constitué par une imposition à l'impôt sur le revenu à hauteur de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 18,6 %.

Par dérogation et sur option expresse et irrévocable, les dividendes perçus peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Lorsque l'option globale pour le barème progressif est exercée l'abattement de 40 % demeure applicable.

Dans ce cas :

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2025 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 3 698 873 euros,

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2025 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 1 127 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Dividendes	Abattements	Sans Abattement
30 septembre 2022	5 000 000 €	1 523 €	4 998 477 €
30 septembre 2023	2 000 000 €	609 €	1 999 391 €
30 septembre 2024	2 400 000 €	731 €	2 399 269 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 1er avril 2026

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Jérôme GUIRAL

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

(1) **BILAN - ACTIF**

DGFiP N° 2050 2025

Copie Certifiée Conforme

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SATELEC — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 0024 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91170 VIRY CHATILLON — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 9 7 1 2 0 1 5 4 6 0 0 0 4 3 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 30/09/2025

				Brut 1		Amortissements, provisions 2	Net 3
		Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
		Frais de développement *	CX		CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	1 128 094	AG	1 120 698	7 396
		Fonds commercial (1)	AH	783 448	AI	783 448	0
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	385 464	AO		385 464
		Constructions	AP	24 073 396	AQ	16 364 423	7 708 973
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	7 881 168	AS	6 447 182	1 433 986
		Autres immobilisations corporelles	AT	27 038 249	AU	17 328 496	9 709 753
		Immobilisations en cours	AV	242 983	AW		242 983
		Avances et acomptes	AX	12 600	AY		12 600
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU	28 230 083	CV	9 903 685	18 326 398
		Créances rattachées à des participations	BB	880 000	BC		880 000
		Autres titres immobilisés	BD	23 842	BE		23 842
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières*	BH	257 249	BI	4 853	252 397
		TOTAL (II)	BJ	90 936 576	BK	51 952 785	38 983 791
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	1 247 227	BM	245 658	1 001 569
		En cours de production de biens	BN	160 445 803	BO	6 988 104	153 457 699
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
		Marchandises	BT		BU		
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV	611 739	BW		611 739
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	73 154 926	BY	582 273	72 572 653
		Autres créances (3)	BZ	17 284 963	CA		17 284 963
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE		
		Disponibilités	CF	10 944 419	CG		10 944 419
Comptes de régularisation		Charges constatées d'avance (3)*	CH	362 725	CI		362 725
		TOTAL (III)	CJ	264 051 802	CK	7 816 036	256 235 766
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
		Ecarts de conversion actif* (VI)	CN				
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	354 988 378	1A	59 768 820	295 219 557

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP — (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition**

DGFiP N° 2051 2025

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SATELEC — Néant ☐ *

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 4 500 000)	DA	4 500 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	1 103 444
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	450 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	1 809 570
	Report à nouveau	DH	5 737 005
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	721 019
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	778 976
	TOTAL (I)	DL	15 100 014
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	3 155 839
	Provisions pour charges	DQ	1 957 444
	TOTAL (III)	DR	5 113 283
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	13 029 993
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	0
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	12 291 288
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	36 151 444
	Dettes fiscales et sociales	DY	28 609 504
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	887 606
	Autres dettes	EA	4 114 115
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	179 922 310
	TOTAL (IV)	EC	275 006 260
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	295 219 557

RENVOIS			
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B	
(2)	Dont — Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
	Dont — Ecart de réévaluation libre	1D	
	Dont — Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *	EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	254 886 227
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052 2025

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SATELEC — Néant ☐ *

			Exercice N					
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue biens *	FD	0	FE	481	FF	481	
	Production vendue services *	FG	237 915 369	FH	2 594 692	FI	240 510 061	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	237 915 369	FK	2 595 173	FL	240 510 542	
	Production stockée*					FM	12 754 004	
	Production immobilisée*					FN	303 125	
	Subventions d'exploitation					FO	407 833	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	7 272 967	
	Autres produits (1) (11)					FQ	4 935 231	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	266 183 702	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	66 873 098	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	-51 965	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	90 621 186	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	4 089 105	
	Salaires et traitements*					FY	60 725 683	
	Charges sociales (10)					FZ	22 358 586	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux amortissements (14)					GA	4 981 165	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux provisions*					GB		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	7 405 034	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	1 410 855	
	Autres charges (12)					GE	627 649	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	259 040 397	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	7 143 305	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH	1 207 691	
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI	117 842	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	493 555	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	1 095 116	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	407 000	
	Différences positives de change					GN	1 273	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	1 996 944	
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	534 059	
	Différences négatives de change					GS	1 104	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	1 203 826	
	Total des charges financières (VI)					GU	1 738 989	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	257 955	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	8 491 109	

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)**

DGFiP N° 2053 2025

Désignation de l'entreprise SATELEC — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	338 699
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	1 443 148
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	1 781 847
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	144 420
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	45 847
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	5 374 898
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	5 565 164
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	-3 783 317
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	1 555 573
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	2 431 200
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	271 170 184
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	270 449 165
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	721 019
RENVOIS (1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	201 148
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G	334 828
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP	
	– Crédit–bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H	38 173
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	1 589 944
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	535 162
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	4 500
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	2 698 502
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
	(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS) A5		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	7 890
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6	obligatoires A9	
	Dont cotisations facultatives Madelin A7	Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8	
(14)	Dont montant de l'amortissement du fonds de comemrce (en application de l'article 39, 1–2°, al.3) HS		

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
SORTIES D'ACTIFS	45 847	167 167
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	303 089	115 968
PERTES A TERMINAISON	1 543 177	1 327 180
DEDITS AMENDES & PENALITES	129 208	
DEPRECIATIONS DE TITRES	3 528 632	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N Charges antérieures	Produits antérieurs
REGULARISATIONS CLIENTS FOURNISSEURS SEP	27 688	328 530
REGULARISATIONS SOCIALES ET FISCALES	10 185	6 285
REGULARISATIONS DIVERSES	300	13

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de SATELEC (ci-après l'entreprise ou la société)
Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 30/09/2025, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de SATELEC pour l'exercice au 30/09/2025 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives

Opérations en devises

Chiffre d'affaires

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de la couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffre d'affaires.

Dettes et créances commerciales, disponibilités

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture. Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écarts de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écarts de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture (élément couvert ou couverture). Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

Immobilisations acquises libellées en devises

En l'absence de couverture, le coût d'entrée de ces immobilisations est converti en euros à la date d'entrée de l'immobilisation à l'actif. L'écart entre le cours du jour de l'acquisition et le cours effectif de paiement constitue donc une perte ou un gain de change.

Dans le cas d'une couverture, l'effet de la couverture doit obligatoirement être intégré dans la valeur d'entrée de l'immobilisation, en complément du prix d'achat. Les frais engagés au titre de la mise en place de la couverture sont intégrés au coût d'entrée de l'immobilisation.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée.

Coûts d'emprunt

L'entreprise a opté pour la comptabilisation en charges des intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou à la production d'immobilisations.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux inscrits l'actif ont pour origine :
. Droit au bail pour 15 000 Euros,
. Acquisitions en :

1990 de la société EIP pour 262 975 Euros
2003 de la société AEIN pour 68 602 Euros
2014 de la société FAMATEC pour 80 000 Euros
2017/03/15 de la société CENERGI pour 50 000 euros, par fusion chez SATELEC le 01/10/2024.

. Mali de fusion en:

2011 de la société ELP pour 306 871 Euros

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément au règlement ANC 2015-06, le fonds commercial dont la durée d'utilisation est limitée fait l'objet d'un amortissement. Le cas échéant, il fait également l'objet d'une dépréciation.
Le caractère limité de la durée d'utilisation d'un actif est déterminé, soit à l'origine, soit en cours d'utilisation, au regard des critères, généralement physiques, techniques, juridiques ou économiques, inhérents à l'utilisation par la société de l'actif considéré.

Le montant de la dépréciation comptabilisée s'élève à 718 447 euros.

Les fonds commerciaux de la société CENERGI sont intégralement amortis, à hauteur de 50 000 euros.
Par conséquent, la valeur nette comptable des fonds commerciaux est nulle à la clôture.

Amortissement des immobilisations corporelles
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :	
- Toiture	10 à 20 ans – mode linéaire
- Fluides	10 ans – mode linéaire
- Aménagements	10 ans – mode linéaire
- Gros œuvre	20 à 50 ans – mode linéaire
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagements d	10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif

Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations corporelles
Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.
Par conséquent, la valeur nette comptable des fonds commerciaux est nulle à la clôture.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes).
La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.
Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Dépréciation des stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

Stocks de matières premières et pièces de rechange
Les stocks sont dépréciés en fonction de leur durée de rotation calculée sur les 12 derniers mois de consommation.
Ils sont classés en trois catégories :
- stock vivant si les quantités en stock sont inférieures à un an de consommation
- stock mort s'il n'y a aucune consommation sur un an
- stock lent si les quantités en stock sont supérieures à un an de consommation

Le taux de provision varie entre 0 et 95%.

Travaux en cours

Le coût de production des en-cours et produits finis est constitué par :
- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes de production.

Selon la nature des travaux, les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement ou de l'achèvement.

Pour les opérations comptabilisées selon la méthode à l'avancement :
Par comparaison à la facturation méritée, les factures à émettre sont comptabilisées en "Travaux en cours" et les factures comptabilisées d'avance sont extournées en "Produits constatés d'avance".

Pour les opérations comptabilisées selon la méthode de l'achèvement :
Les travaux en cours correspondent aux coûts de production des affaires partiellement exécutées.
Les factures émises sur ces affaires sont comptabilisées en produits constatés d'avance.
Par comparaison à la facture méritée, le coût de production fait éventuellement l'objet d'une dépréciation.
Les affaires partiellement exécutées présentant une perte complémentaire à la fin du chantier font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées comme suit.

- Créances échues entre 1 an et 2 ans 50%
- Créances échues depuis plus de 2 ans 100%

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur marchés publics s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de trésorerie

L'entreprise fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :
La société Centralisatrice facture trimestriellement les filiales centralisées et rémunère les excédents de trésorerie des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année.
Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces fonds sont répartis en fin d'exercice.
Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Provisions réglementées

Les provisions inscrites au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Le montant des engagements de la société s'élève à 2 943 125 euros.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 265 669 euros, résulte principalement de l'acquisition du fonds de commerce AES en 2014 pour 127 627 euros et de la fusion SATELEC CENERGI pour 134 101 euros.
L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.
Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation 3.70%
- Taux de croissance des salaires 1.50%
- Age de départ à la retraite 67 ans
- Table de taux de mortalité table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme

La société utilise, suivant la nature des contrats et des travaux, soit la méthode à l'achèvement, soit la méthode à l'avancement :

- Achèvement : le résultat et le chiffre d'affaires provenant de ces contrats à long terme ne sont réputés acquis que lors de la livraison ou de l'achèvement de la prestation. La totalité du chiffre d'affaires est constatée en fin de contrat, de même que le résultat.
- Avancement : le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération déterminé en fonction des débours engagés.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.
Les quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.
La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.
Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :
- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.
L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
BDO AQUITAINE (DUPOUY & ASSOCIES)	73 176	0	73 176
GBA	65 888	0	65 888
Montant total des honoraires	**139 064**	**0**	**139 064**

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2013, l'entreprise SATELEC est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 Rue du Palais Gallien 33029 BORDEAUX CEDEX.
La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :
- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis.
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société :
F. PARTICIPATIONS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

FAITS MARQUANTS

L'exercice clos au 30/09/2025 a été marqué par les événements suivants :

Par acte sous seing privé en date du 11 juin 2025, Mr GUIRAL a été nommé administrateur de la société SATELEC, suite à la décision de l'ancien administrateur Mr ALLIX, de démissionner de son mandat d'administrateur.

FILIALE GABRIELLE

au 30 septembre 2025, les capitaux propres de sa filiale GABRIELLE étant inférieurs à la moitié du capital social, une augmentation de capital par incorporation des dettes a été réalisée pour un montant de 400 000 euros.

VALORISATION FILIALES

La valorisation réelle de la société ERS est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 1.859.428 € a été comptabilisée sur l'exercice.

La valorisation réelle de la société CENERGIA est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 1.269.205 € a été comptabilisée sur l'exercice.

A la suite de l'augmentation de capital de GABRIELLE par incorporation de créances pour 400.000 euros, la provision sur le compte courant à l'ouverture a fait l'objet d'une reprise pour 407.000€.

La valorisation réelle de la société GABRIELLE est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 400.000 € a été comptabilisée sur l'exercice.

FUSION SATELEC CENERGI

La fusion du 28/03/2025 à effet rétrocatif au 01/10/24, s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du groupe et de simplifier la gestion et l'administration des sociétés du groupe par la société absorbante SATELEC.

Hormis les remarques précédentes, aucun autre fait caractéristique n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun élement significatif n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Afin de développer ses activités dans la région PACA, la société SATELEC a créé un établissement à partir du 1er octobre 2025,
au 68 Parc de l'Argile à MOUANS SARTOUX

Hormis la remarque précédente, aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 861 542	0	50 000
Terrains		385 464	0	0
Constructions	Sur sol propre	16 537 502	0	5 102
	Sur sol d'autrui	981 437	0	9 423
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 444 371	0	9 278
Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 968 074	0	926 825
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	3 724 563	0	405 329
	Matériel de transport	15 770 978	0	4 298 803
	Matériel de bureau et mobilier informatique	3 369 392	0	381 027
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		349 402	0	506 622
Avances et acomptes		35 033	0	65 265
	TOTAL (III)	**54 566 215**	**0**	**6 607 675**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		29 600 083	0	1 430 000
Autres titres immobilisés		23 384	0	458
Prêts et autres immobilisations financières		213 868	0	57 917
	TOTAL (IV)	**29 837 335**	**0**	**1 488 375**
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**86 265 092**	**0**	**8 146 050**

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	1 911 542	0
Terrains		0	0	385 464	0
Constructions	Sur sol propre	-69 802	0	16 612 406	0
	Sur sol d'autrui	0	0	990 860	0
	agencements et aménagements des	-16 480	0	6 470 130	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		-29 967	43 697	7 881 168	0
	agencements,	-209 663	0	4 339 555	0
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	-314 572	1 496 333	18 888 020	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	-60 255	0	3 810 674	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		613 041	0	242 983	0
Avances et acomptes		87 698	0	12 600	0
	TOTAL (III)	**0**	**1 540 030**	**59 633 860**	**0**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	1 920 000	29 110 083	0
Autres titres immobilisés		0	0	23 842	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	14 536	257 249	0
	TOTAL (IV)	**0**	**1 934 536**	**29 391 174**	**0**
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**0**	**3 474 566**	**90 936 576**	**0**

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Fonds commercial		0	50 000	0	50 000
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 115 384	5 314	0	1 120 698
	TOTAL (I)	**1 115 384**	**55 314**	**0**	**1 170 698**
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	10 174 794	459 061	0	10 633 855
	Sur sol d'autrui	763 341	65 047	0	828 389
	Installations générales, agencements	4 667 900	234 280	0	4 902 180
Installations techniques, matériels et outillages		5 750 753	736 887	40 458	6 447 182
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	2 696 571	591 337	0	3 287 907
	Matériel de transport	9 814 660	2 648 242	1 453 725	11 009 178
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 638 957	392 453	0	3 031 411
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	**36 506 977**	**5 127 307**	**1 494 183**	**40 140 101**
	TOTAL GENERAL (I + II)	**37 622 361**	**5 182 621**	**1 494 183**	**41 310 799**

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	121 450	0	0	44 481	0	76 969
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	117 943	0	0	43 315	0	74 627
Mat bureau.	0	63 696	0	0	28 172	0	35 524
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	**0**	**303 089**	**0**	**0**	**115 968**	**0**	**187 121**
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL	**303 089**	**0**	**0**	**115 968**	**0**	**187 121**	

Cadre C	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	591 855	303 089	115 968	778 976
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	**591 855**	**303 089**	**115 968**	**778 976**
Provisions pour litige	1 063 202	188 324	190 105	1 061 421
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	347 885	6 629	22 223	332 291
Provisions pour impôts	318 310	385 578	305 483	398 405
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	2 877 895	2 373 501	1 930 229	3 321 167
TOTAL (II)	**4 607 291**	**2 954 032**	**2 448 040**	**5 113 283**
Provisions sur immos incorporelles	733 448	0	0	733 448
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	6 375 053	3 528 632	0	9 903 685
Provisions sur autres immos financières	4 853	0	0	4 853
Provisions sur stocks	3 257 032	7 233 763	3 257 032	7 233 763
Provisions sur comptes clients	607 575	171 272	196 574	582 273
Autres provisions pour dépréciations	407 000	0	407 000	0
TOTAL (III)	**11 384 960**	**10 933 667**	**3 860 606**	**18 458 021**
TOTAL GENERAL (I + II + III)	**16 584 107**	**14 190 787**	**6 424 614**	**24 350 280**
Dont dotations et reprises d'exploitation		8 815 889	4 574 466	
Dont dotations et reprises financières		0	407 000	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		5 374 898	1 443 148	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		880 000	850 000	30 000
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		257 249	39 405	217 844
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		**1 137 249**	**889 405**	**247 844**
Clients douteux ou litigieux		492 205	492 205	0
Autres créances clients		72 662 722	72 662 722	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		113 711	113 711	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		82 459	82 459	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 813 756	3 813 756	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	13 099	13 099	0
Groupes et associés		12 426 219	12 426 219	0
Débiteurs divers		780 408	780 408	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		**90 384 579**	**90 384 579**	**0**
Charges constatées d'avance		362 725	362 725	0
TOTAL DES CREANCES		**91 884 553**	**91 636 709**	**247 844**
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		329 229	329 229	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		12 700 764	5 239 864	6 086 168	1 374 732
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		36 151 444	36 151 444	0	0
Personnel et comptes rattachés		8 168 105	8 168 105	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		6 684 882	6 684 882	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	89 943	89 943	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	12 730 291	12 730 291	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	936 283	936 283	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		887 606	887 606	0	0
Groupes et associés		2 303 005	2 303 005	0	0
Autres dettes		1 443 265	1 443 265	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		179 922 310	179 922 310	0	0
TOTAL DES DETTES		**262 347 127**	**254 886 227**	**6 086 168**	**1 374 732**
Emprunts souscrits en cours d'exercice		5 372 745	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		4 606 505			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 810 800
Dettes fiscales et sociales	8 953 924
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	0
Total	**11 764 724**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	2 583 478
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62 475
Etat et autres collectivités publiques	8 013
Autres créances	0
Disponibilités	0
Total	**2 653 966**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatees d'avance	85 932	0	0
Charges const d'av Ass diverse	80 997	0	0
Charges const d'av Loyers	167 521	0	0
Charges const d'av locat.diver	28 275	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	**362 725**	**0**	**0**

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constates d'avance	179 922 310	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	**179 922 310**	**0**	**0**

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 30/09/2025	Valeur nominale
Actions ordinaires	210 124			**210 124**	21,42
Actions amorties				**0**	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				**0**	
Actions préférentielles				**0**	
Parts sociales				**0**	
Certificats d'investissement				**0**	
TOTAL	**210 124**	**0**	**0**	**210 124**	

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	4 500 000						4 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 103 444						1 103 444
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	450 000						450 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	1 809 570						1 809 570
Report à nouveau	5 343 081				393 924		5 737 005
Résultat de l'exercice	2 793 924	721 019		2 400 000	-393 924		721 019
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	591 855	303 089	115 968				778 976
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**16 591 874**	**1 024 108**	**115 968**	**2 400 000**	**0**	**0**	**15 100 014**

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges	1 063 202	188 324	112 640	77 465	1 061 421
Provisions pour garanties donnés aux clients	0	0	0		0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0		0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0		0
Provisions pour pertes de change	0	0	0		0
Provisions pour pensions, obligations similaires	347 885	6 629	22 223		332 291
Provisions pour impôts	318 310	385 578	305 483		398 404
Provisions pour renouvellement immobilisations	0	0	0		0
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	0	0	0		0
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	0	0	0		0
Autres provisions pour risques et charges	2 877 895	2 373 501	1 464 461	465 768	3 321 167
TOTAL	**4 607 292**	**2 954 032**	**1 904 808**	**543 233**	**5 113 283**

Ventilation du chiffre d'affaires

(données en k€)

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 30/09/2025	Total 30/09/2024	%
Activité Bâtiment - Travaux Tertiaires	93 116	118	93 234	79 108	17,86%
Activité Industrie - Environnement	54 206	610	54 815	76 443	-28,29%
Activité Infra - Réseaux	89 307	1 867	91 174	46 227	97,23%
Activité Cablage	1 287		1 287	1 093	17,75%
TOTAL	**237 915**	**2 595**	**240 511**	**202 871**	**18,55%**

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
SORTIES D'ACTIFS	45 847	167 167
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	303 089	115 968
PERTES A TERMINAISON	1 543 177	1 327 180
DEDITS AMENDES & PENALITES	129 208	0
DEPRECIATIONS DE TITRES	3 528 632	0
DIVERS	15 212	171 533
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	**5 565 164**	**1 781 847**

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	8 491 109	2 860 416	5 630 693
Résultat exceptionnel à court terme	-3 783 317	-11 238	-3 772 079
Résultat exceptionnel à long terme			0
Participation des salariés	-1 555 573	-417 978	-1 137 595
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			0
RESULTAT COMPTABLE	**3 152 219**	**2 431 200**	**721 019**

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			721 019
Impôt sur les bénéfices			2 431 200
RESULTAT AVANT IMPOT			**3 152 219**
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	303 089	115 968	187 121
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	**303 089**	**115 968**	**187 121**
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	**0**	**0**	**0**
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			**3 339 340**

Fiscalité différée

Libellé	30/09/2025
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt	
Provisions réglementées	778 976
Subventions d'investissement	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Actif	0
Autres charges déduites d'avance	
Plus values à long terme en sursis d'imposition	
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	**778 976**
Total passif d'impôt futur	**194 744**
Bases d'allègement de la dette future d'impôt	
Amortissements des logiciels	
Pertes potentielles sur contrat à long terme	-1 543 177
Provisions pour retraites et obligations similaires	-265 669
Autres risques et charges provisionnés	
Charges à payer	-1 835 427
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Passif	0
Autres produits taxés d'avance	
Déficits reportables fiscalement	
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**-3 644 273**
Total actif d'impôt futur	**-911 068**
Situation nette	**-716 324**

(1) Taux d'impôt :	*0,00%*
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	*25,00%*
Contribution sociale sur l'impôt :	*3,30%*
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	*0,00%*

Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Avals & Cautions bancaires	**40 396 101**					40 396 101
Engagements de retraite	**2 943 125**					2 943 125
LLD - Véhicules	**2 878 250**					2 878 250
TOTAL	**46 217 476**	**0**	**0**	**0**	**0**	**46 217 476**

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cautions fournisseurs	**15 853 484**					15 853 484
Clause de retour à meilleure fortune	**2 078 948**		2 078 948			
TOTAL	**17 932 432**	**0**	**2 078 948**	**0**	**0**	**15 853 484**

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Effectif moyen

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
Effectf	**30/09/2025**	**30/09/2024**	**30/09/2025**	**30/09/2024**	**30/09/2025**	**30/09/2024**
Ingénieurs et Cadres	277	249			277	249
Agents de maîtrise	288	265			288	265
Employés et techniciens					0	0
Ouvriers	720	678			720	678
Autres					0	0
TOTAL	**1 285**	**1 192**	**0**	**0**	**1 285**	**1 192**

Tableau des participations

Filiales et participations (en K€)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Valeur prêts et avances		Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
				Brute	Nette	Brute	Nette				
Participations (détenues à + de 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
CENERGIA	320 000	1 515 684	100,00%	10 000 000	7 368 795	0	0	0	17 266 729	553 485	400 000
1bis Rue JB Greuze 33160 Saint Médard en Jalles											
ERS	750 000	4 573 203	100,00%	17 076 382	10 677 954	2 830 000	2 830 000	0	45 585 938	1 953 005	0
31 B Biardel 35520 La Mézière											
GABRIELLE	226 019	-150 488	100,00%	874 053	0	957 000	957 000	0	11 636 502	-197 326	0
Route de Toulouse-Lassoulan 31480 Cadours											
Participations (détenues entre 10 et 50 %)	**(1)**	**(2)**	**(3)**	**(4)**	**(5)**	**(6)**	**(7)**	**(8)**	**(9)**	**(10)**	**(11)**
EVESA											
64 Avenue de Colmar 92500 Rueil Malmaison	1 000 000	455 560	26,00%	260 000	260 000	0	0	0	26 903	184 234	92 430
Participations (détenues entre 0.01 et 10%)	**(1)**	**(2)**	**(3)**	**(4)**	**(5)**	**(6)**	**(7)**	**(8)**	**(9)**	**(10)**	**(11)**
TOTAUX	**-**	**6 393 959**	**-**	**28 210 435**	**18 306 749**	**3 787 000**	**3 787 000**	**0**	**74 516 072**	**2 493 398**	**492 430**

(1) Capital
(2) Réserves, report à nouveau, résultat, provisions réglementées, subventions
(3) Quote part du capital détenu en %
(4) Valeur comptable brute des titres détenus
(5) Valeur comptable nette des titres détenus
(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés
(7) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés / valeur nette
(8) Montant des cautions et aval donnés par l'entreprise
(9) Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé
(10) Résultat du dernier exercice clos
(11) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Durée de l'exercice (mois) Date de clôture	30/09/2025	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2022	30/09/2021
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Nombre d'actions :					
- ordinaires	210 124	210 124	210 124	210 124	210 124
- à dividende prioritaire					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	240 510 542	202 871 751	203 001 432	199 177 613	195 693 002
Résultat avant impôts et charges calculées	17 455 131	12 455 629	12 416 334	10 305 883	7 389 085
Impôt sur les bénéfices	2 431 200	2 214 594	1 433 057	1 085 506	519 935
Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	1 555 573	1 438 929	981 551	638 347	79 045
Dotations aux amortissements et provisions	12 747 339	6 008 182	6 315 877	2 375 117	1 339 782
Résultat après impôts et charges calculées	721 019	2 793 924	3 685 848	6 206 910	5 450 232
Résultat distribué au titre de l'exercice		2 400 000	2 000 000	5 000 000	3 000 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts mais avant charges calculées	64,10	41,89	47,60	40,84	32,31
Résultat après impôts et charges calculées	3,43	13,30	17,54	29,54	25,94
Dividende ordinaire net attribué à chaque action		11	10	24	14
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés	0	1 192	1 114	1 104	1 181
Montant de la masse salariale de l'exercice	60 725 683	56 235 522	51 297 097	47 759 565	48 110 034
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	22 358 586	19 235 392	16 791 289	16 534 634	16 004 304

GBA | Audit & Finance

10 rue du Docteur Finlay
75015 PARIS
RCS Paris 342 775 137

BDO

BDO Aquitaine
6-8 avenue des Satellites
33185 LE HAILLAN
RCS Bordeaux 463 200 725

SAS SATELEC

24 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2025

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Bordeaux

GBA | Audit & Finance

10 rue du Docteur Finlay
75015 PARIS
RCS Paris 342 775 137

BDO

BDO Aquitaine
6-8 avenue des Satellites
33185 LE HAILLAN
RCS Bordeaux 463 200 725

SAS SATELEC

24 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2025

Aux associés de SATELEC,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SATELEC relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er octobre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Résultats à terminaison des contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Contrats long terme » en page 12 de l'annexe. Suivant la nature des contrats et des travaux, votre société utilise soit la méthode à l'achèvement, soit la méthode à l'avancement. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les chargés d'affaires sous le contrôle de la direction générale.
Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Titres de participation

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 30 septembre 2025 s'établit à 18.326 K€, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans les notes « Participations, titres immobilisés» en page 11 de l'annexe et « Faits marquants » en page 14 de l'annexe.
Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Provisions Risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles, tels que décrits dans la note « Provisions pour risques et charges » en page 12 de l'annexe.
Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821.55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Le Haillan, le 17 mars 2026

Les commissaires aux comptes

GBA Audit & Finance	BDO Aquitaine
Représenté par :	*Représenté par :*
Xavier LECARON	Bruno TIROT

SATELEC

24 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91170 VIRY CHATILLON

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Comptes au 30/09/2025



Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	1 128 094	1 120 698	7 396	12 710
Fonds commercial	783 448	783 448	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	**1 911 542**	**1 904 146**	**7 396**	**12 710**
Terrains	385 464	0	385 464	385 464
Constructions	24 073 396	16 364 423	7 708 973	8 357 275
Installations techniques, matériel	7 881 168	6 447 182	1 433 986	1 217 320
Autres immobilisations corporelles	27 038 249	17 328 496	9 709 753	7 714 744
Immobilisations en cours	242 983	0	242 983	349 402
Avances et acomptes	12 600	0	12 600	35 033
TOTAL immobilisations corporelles	**59 633 860**	**40 140 101**	**19 493 759**	**18 059 238**
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	28 230 083	9 903 685	18 326 398	21 455 030
Créances rattachées à des participations	880 000	0	880 000	1 770 000
Autres titres immobilisés	23 842	0	23 842	23 384
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	257 249	4 853	252 397	209 016
TOTAL immobilisations financières	**29 391 174**	**9 908 538**	**19 482 636**	**23 457 430**
Total Actif Immobilisé (II)	**90 936 576**	**51 952 785**	**38 983 791**	**41 529 378**
Matières premières, approvisionnements	1 247 227	245 658	1 001 569	978 059
En cours de production de biens	160 445 803	6 988 104	153 457 699	143 416 707
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	**161 693 030**	**7 233 763**	**154 459 268**	**144 394 765**
Avances et acomptes versés sur commandes	611 739	0	611 739	348 071
Clients et comptes rattachés	73 154 926	582 273	72 572 653	64 938 337
Autres créances	17 284 963	0	17 284 963	13 336 792
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	**90 439 889**	**582 273**	**89 857 616**	**78 275 129**
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	10 944 419	0	10 944 419	18 687 626
TOTAL Disponibilités	**10 944 419**	**0**	**10 944 419**	**18 687 626**
Charges constatées d'avance	362 725	0	362 725	293 303
Total Actif Circulant (III)	**264 051 802**	**7 816 036**	**256 235 766**	**241 998 894**
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	**354 988 378**	**59 768 820**	**295 219 557**	**283 528 272**

Bilan passif

BILAN-PASSIF			Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 4 500 000		4 500 000	4 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			1 103 444	1 103 444
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence	0	0	0
Réserve légale			450 000	450 000
Réserves statutaires ou contractuelles			0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :	0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	0	1 809 570	1 809 570
		TOTAL Réserves	**2 259 570**	**2 259 570**
Report à nouveau			5 737 005	5 343 081
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			**721 019**	**2 793 924**
Subventions d'investissement			0	0
Provisions réglementées			778 976	591 855
		TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	**15 100 014**	**16 591 874**
Produit des émissions de titres participatifs			0	0
Avances conditionnées			0	0
		TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	**0**	**0**
Provisions pour risques			3 155 839	2 810 139
Provisions pour charges			1 957 444	1 488 778
		TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	**5 113 283**	**4 298 917**
Emprunts obligataires convertibles			0	0
Autres emprunts obligataires			0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			13 029 993	11 941 637
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0		0	0
		TOTAL Dettes financières	**13 029 993**	**11 941 637**
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			12 291 288	10 694 794
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			36 151 444	32 110 291
Dettes fiscales et sociales			28 609 504	25 867 886
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			887 606	1 524 661
Autres dettes			4 114 115	3 789 361
		TOTAL Dettes d'exploitation	**82 053 957**	**73 986 993**
Produits constatés d'avance			179 922 310	176 708 851
		TOTAL DETTES (IV)	**275 006 260**	**262 637 481**
Ecart de conversion Passif (V)			0	0
		TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	**295 219 557**	**283 528 272**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT			Exercice N France	Exportation	Total	Exercice N-1
Ventes de marchandises			0	0	0	0
Production vendue biens			0	481	481	0
Production vendue services			237 915 369	2 594 692	240 510 061	202 871 751
Chiffres d'affaires nets			**237 915 369**	**2 595 173**	**240 510 542**	**202 871 751**
Production stockée					12 754 004	34 665 175
Production immobilisée					303 125	1 876 506
Subventions d'exploitation					407 833	414 089
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					7 272 967	7 285 187
Autres produits					4 935 231	5 126 013
		Total des produits d'exploitation (I)			**266 183 702**	**252 238 720**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					0	0
Variation de stock (marchandises)					0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					66 873 098	66 574 699
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					-51 965	-114 498
Autres achats et charges externes					90 621 186	89 903 390
Impôts, taxes et versements assimilés					4 089 105	3 629 382
Salaires et traitements					60 725 683	56 235 522
Charges sociales					22 358 586	19 235 392
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements			4 981 165	3 598 957
		Dotations aux provisions			0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				7 405 034	3 403 220
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				1 410 855	1 529 327
Autres charges					627 649	767 381
		Total des charges d'exploitation (II)			**259 040 397**	**244 762 773**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					**7 143 305**	**7 475 947**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					1 207 691	452 575
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					117 842	164 227
Produits financiers de participations					493 555	107 579
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					0	0
Autres intérêts et produits assimilés					1 095 116	1 020 631
Reprises sur provisions et transferts de charges					407 000	0
Différences positives de change					1 273	4 189
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des produits financiers (V)			**1 996 944**	**1 132 399**
Dotations financières aux amortissements et provisions					0	0
Intérêts et charges assimilées					534 059	396 733
Différences négatives de change					1 104	5 554
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					1 203 826	0
		Total des charges financières (VI)			**1 738 989**	**402 288**
RÉSULTAT FINANCIER					**257 955**	**730 111**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					**8 491 109**	**8 494 406**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	338 699	61 062
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 443 148	1 095 181
Total des produits exceptionnels (VII)	**1 781 847**	**1 156 243**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	144 420	22 369
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	45 847	44 871
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	5 374 898	3 135 962
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**5 565 164**	**3 203 202**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**-3 783 317**	**-2 046 960**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 555 573	1 438 929
Impôts sur les bénéfices (X)	2 431 200	2 214 594
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**271 170 184**	**254 979 937**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**270 449 165**	**252 186 013**
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	**721 019**	**2 793 924**

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de SATELEC (ci-après l'entreprise ou la société)
Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 30/09/2025, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de SATELEC pour l'exercice au 30/09/2025 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives

Opérations en devises

Chiffre d'affaires

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de la couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffre d'affaires.

Dettes et créances commerciales, disponibilités

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture. Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écarts de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écarts de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture (élément couvert ou couverture). Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

Immobilisations acquises libellées en devises

En l'absence de couverture, le coût d'entrée de ces immobilisations est converti en euros à la date d'entrée de l'immobilisation à l'actif. L'écart entre le cours du jour de l'acquisition et le cours effectif de paiement constitue donc une perte ou un gain de change.

Dans le cas d'une couverture, l'effet de la couverture doit obligatoirement être intégré dans la valeur d'entrée de l'immobilisation, en complément du prix d'achat. Les frais engagés au titre de la mise en place de la couverture sont intégrés au coût d'entrée de l'immobilisation.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée.

Coûts d'emprunt

L'entreprise a opté pour la comptabilisation en charges des intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou à la production d'immobilisations.

Fonds commercial

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Les fonds commerciaux inscrits l'actif ont pour origine :
. Droit au bail pour 15 000 Euros,
. Acquisitions en :

1990 de la société EIP pour 262 975 Euros
2003 de la société AEIN pour 68 602 Euros
2014 de la société FAMATEC pour 80 000 Euros
2017/03/15 de la société CENERGI pour 50 000 euros, par fusion chez SATELEC le 01/10/2024.

. Mali de fusion en:

2011 de la société ELP pour 306 871 Euros

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément au règlement ANC 2015-06, le fonds commercial dont la durée d'utilisation est limitée fait l'objet d'un amortissement. Le cas échéant, il fait également l'objet d'une dépréciation.
Le caractère limité de la durée d'utilisation d'un actif est déterminé, soit à l'origine, soit en cours d'utilisation, au regard des critères, généralement physiques, techniques, juridiques ou économiques, inhérents à l'utilisation par la société de l'actif considéré.

Le montant de la dépréciation comptabilisée s'élève à 718 447 euros.

Les fonds commerciaux de la société CENERGI sont intégralement amortis, à hauteur de 50 000 euros.
Par conséquent, la valeur nette comptable des fonds commerciaux est nulle à la clôture.

Amortissement des immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :	
- Toiture	10 à 20 ans – mode linéaire
- Fluides	10 ans – mode linéaire
- Aménagements	10 ans – mode linéaire
- Gros œuvre	20 à 50 ans – mode linéaire
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagements d	10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif

Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations corporelles

Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.
Par conséquent, la valeur nette comptable des fonds commerciaux est nulle à la clôture.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes).

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Dépréciation des stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Stocks de matières premières et pièces de rechange

Les stocks sont dépréciés en fonction de leur durée de rotation calculée sur les 12 derniers mois de consommation.
Ils sont classés en trois catégories :

- stock vivant si les quantités en stock sont inférieures à un an de consommation
- stock mort s'il n'y a aucune consommation sur un an
- stock lent si les quantités en stock sont supérieures à un an de consommation

Le taux de provision varie entre 0 et 95%.

Travaux en cours

Le coût de production des en-cours et produits finis est constitué par :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes de production.

Selon la nature des travaux, les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement ou de l'achèvement.

Pour les opérations comptabilisées selon la méthode à l'avancement :
Par comparaison à la facturation méritée, les factures à émettre sont comptabilisées en "Travaux en cours" et les factures comptabilisées d'avance sont extournées en "Produits constatés d'avance".

Pour les opérations comptabilisées selon la méthode de l'achèvement :
Les travaux en cours correspondent aux coûts de production des affaires partiellement exécutées.
Les factures émises sur ces affaires sont comptabilisées en produits constatés d'avance.
Par comparaison à la facture méritée, le coût de production fait éventuellement l'objet d'une dépréciation.
Les affaires partiellement exécutées présentant une perte complémentaire à la fin du chantier font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées comme suit.

- Créances échues entre 1 an et 2 ans 50%
- Créances échues depuis plus de 2 ans 100%

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur marchés publics s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de trésorerie

L'entreprise fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :
La société Centralisatrice facture trimestriellement les filiales centralisées et rémunère les excédents de trésorerie des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année.
Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces fonds sont répartis en fin d'exercice.
Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Provisions réglementées

Les provisions inscrites au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Le montant des engagements de la société s'élève à 2 943 125 euros.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 265 669 euros, résulte principalement de l'acquisition du fonds de commerce AES en 2014 pour 127 627 euros et de la fusion SATELEC CENERGI pour 134 101 euros.
L'Indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.
Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation 3.70%
- Taux de croissance des salaires 1.50%
- Age de départ à la retraite 67 ans
- Table de taux de mortalité table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme

La société utilise, suivant la nature des contrats et des travaux, soit la méthode à l'achèvement, soit la méthode à l'avancement :

- Achèvement : le résultat et le chiffre d'affaires provenant de ces contrats à long terme ne sont réputés acquis que lors de la livraison ou de l'achèvement de la prestation. La totalité du chiffre d'affaires est constatée en fin de contrat, de même que le résultat.
- Avancement : le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération déterminé en fonction des débours engagés.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.
Les quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.
La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.
Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

Effectif moyen

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :

- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.
L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
BDO AQUITAINE (DUPOUY & ASSOCIES	73 176	0	73 176
GBA	65 888	0	65 888
Montant total des honoraires	**139 064**	**0**	**139 064**

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2013, l'entreprise SATELEC est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 Rue du Palais Gallien 33029 BORDEAUX CEDEX.
La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :

- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis.
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société :
F. PARTICIPATIONS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

FAITS MARQUANTS

L'exercice clos au 30/09/2025 a été marqué par les événements suivants :

Par acte sous seing privé en date du 11 juin 2025, Mr GUIRAL a été nommé administrateur de la société SATELEC, suite à la décision de l'ancien administrateur Mr ALLIX, de démissionner de son mandat d'administrateur.

FILIALE GABRIELLE

au 30 septembre 2025, les capitaux propres de sa filiale GABRIELLE étant inférieurs à la moitié du capital social, une augmentation de capital par incorporation des dettes a été réalisée pour un montant de 400 000 euros.

VALORISATION FILIALES

La valorisation réelle de la société ERS est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 1.859.428 € a été comptabilisée sur l'exercice.

La valorisation réelle de la société CENERGIA est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 1.269.205 € a été comptabilisée sur l'exercice.

A la suite de l'augmentation de capital de GABRIELLE par incorporation de créances pour 400.000 euros, la provision sur le compte courant à l'ouverture a fait l'objet d'une reprise pour 407.000€.
La valorisation réelle de la société GABRIELLE est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 400.000 € a été comptabilisée sur l'exercice.

FUSION SATELEC CENERGI

La fusion du 28/03/2025 à effet rétrocatif au 01/10/24, s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du groupe et de simplifier la gestion et l'administration des sociétés du groupe par la société absorbante SATELEC.

Hormis les remarques précédentes, aucun autre fait caractéristique n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun élement significatif n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Afin de développer ses activités dans la région PACA, la société SATELEC a créé un établissement à partir du 1er octobre 2025,
au 68 Parc de l'Argile à MOUANS SARTOUX

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Hormis la remarque précédente, aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 861 542	0	50 000
Terrains		385 464	0	0
Constructions	Sur sol propre	16 537 502	0	5 102
	Sur sol d'autrui	981 437	0	9 423
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 444 371	0	9 278
Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 968 074	0	926 825
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	3 724 563	0	405 329
	Matériel de transport	15 770 978	0	4 298 803
	Matériel de bureau et mobilier informatique	3 369 392	0	381 027
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		349 402	0	506 622
Avances et acomptes		35 033	0	65 265
	TOTAL (III)	**54 566 215**	**0**	**6 607 675**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		29 600 083	0	1 430 000
Autres titres immobilisés		23 384	0	458
Prêts et autres immobilisations financières		213 868	0	57 917
	TOTAL (IV)	**29 837 335**	**0**	**1 488 375**
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**86 265 092**	**0**	**8 146 050**

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	1 911 542	0
Terrains		0	0	385 464	0
Constructions	Sur sol propre	-69 802	0	16 612 406	0
	Sur sol d'autrui	0	0	990 860	0
	agencements et aménagements des	-16 480	0	6 470 130	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		-29 967	43 697	7 881 168	0
Autres immobilisations corporelles	agencements,	-209 663	0	4 339 555	0
	Matériel de transport	-314 572	1 496 333	18 888 020	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	-60 255	0	3 810 674	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		613 041	0	242 983	0
Avances et acomptes		87 698	0	12 600	0
	TOTAL (III)	**0**	**1 540 030**	**59 633 860**	**0**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	1 920 000	29 110 083	0
Autres titres immobilisés		0	0	23 842	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	14 536	257 249	0
	TOTAL (IV)	**0**	**1 934 536**	**29 391 174**	**0**
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**0**	**3 474 566**	**90 936 576**	**0**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Fonds commercial		0	50 000	0	50 000
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 115 384	5 314	0	1 120 698
	TOTAL (I)	**1 115 384**	**55 314**	**0**	**1 170 698**
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	10 174 794	459 061	0	10 633 855
	Sur sol d'autrui	763 341	65 047	0	828 389
	Installations générales, agencements	4 667 900	234 280	0	4 902 180
Installations techniques, matériels et outillages		5 750 753	736 887	40 458	6 447 182
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	2 696 571	591 337	0	3 287 907
	Matériel de transport	9 814 660	2 648 242	1 453 725	11 009 178
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 638 957	392 453	0	3 031 411
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	**36 506 977**	**5 127 307**	**1 494 183**	**40 140 101**
	TOTAL GENERAL (I + II)	**37 622 361**	**5 182 621**	**1 494 183**	**41 310 799**

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
	DOTATIONS			REPRISES			
Immos	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Fin de l'exercice
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	121 450	0	0	44 481	0	76 969
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	117 943	0	0	43 315	0	74 627
Mat bureau.	0	63 696	0	0	28 172	0	35 524
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	**0**	**303 089**	**0**	**0**	**115 968**	**0**	**187 121**
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		**303 089**	**0**	**0**	**115 968**	**0**	**187 121**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Cadre C	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	591 855	303 089	115 968	778 976
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	**591 855**	**303 089**	**115 968**	**778 976**
Provisions pour litige	1 063 202	188 324	190 105	1 061 421
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	347 885	6 629	22 223	332 291
Provisions pour impôts	318 310	385 578	305 483	398 405
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	2 877 895	2 373 501	1 930 229	3 321 167
TOTAL (II)	**4 607 291**	**2 954 032**	**2 448 040**	**5 113 283**
Provisions sur immos incorporelles	733 448	0	0	733 448
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	6 375 053	3 528 632	0	9 903 685
Provisions sur autres immos financières	4 853	0	0	4 853
Provisions sur stocks	3 257 032	7 233 763	3 257 032	7 233 763
Provisions sur comptes clients	607 575	171 272	196 574	582 273
Autres provisions pour dépréciations	407 000	0	407 000	0
TOTAL (III)	**11 384 960**	**10 933 667**	**3 860 606**	**18 458 021**
TOTAL GENERAL (I + II + III)	**16 584 107**	**14 190 787**	**6 424 614**	**24 350 280**
Dont dotations et reprises d'exploitation		8 815 889	4 574 466	
Dont dotations et reprises financières		0	407 000	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		5 374 898	1 443 148	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		880 000	850 000	30 000
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		257 249	39 405	217 844
	TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	**1 137 249**	**889 405**	**247 844**
Clients douteux ou litigieux		492 205	492 205	0
Autres créances clients		72 662 722	72 662 722	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		113 711	113 711	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		82 459	82 459	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 813 756	3 813 756	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	13 099	13 099	0
Groupes et associés		12 426 219	12 426 219	0
Débiteurs divers		780 408	780 408	0
	TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	**90 384 579**	**90 384 579**	**0**
Charges constatées d'avance		362 725	362 725	0
	TOTAL DES CREANCES	**91 884 553**	**91 636 709**	**247 844**
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		329 229	329 229	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		12 700 764	5 239 864	6 086 168	1 374 732
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		36 151 444	36 151 444	0	0
Personnel et comptes rattachés		8 168 105	8 168 105	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		6 684 882	6 684 882	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	89 943	89 943	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	12 730 291	12 730 291	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	936 283	936 283	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		887 606	887 606	0	0
Groupes et associés		2 303 005	2 303 005	0	0
Autres dettes		1 443 265	1 443 265	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		179 922 310	179 922 310	0	0
	TOTAL DES DETTES	**262 347 127**	**254 886 227**	**6 086 168**	**1 374 732**
Emprunts souscrits en cours d'exercice		5 372 745	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		4 606 505			

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 810 800
Dettes fiscales et sociales	8 953 924
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	0
Total	**11 764 724**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	2 583 478
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62 475
Etat et autres collectivités publiques	8 013
Autres créances	0
Disponibilités	0
Total	**2 653 966**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatees d'avance	85 932	0	0
Charges const d'av Ass diverse	80 997	0	0
Charges const d'av Loyers	167 521	0	0
Charges const d'av locat.diver	28 275	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	**362 725**	**0**	**0**

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constates d'avance	179 922 310	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	**179 922 310**	**0**	**0**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 30/09/2025	Valeur nominale
Actions ordinaires	210 124			**210 124**	21,42
Actions amorties				**0**	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				**0**	
Actions préférentielles				**0**	
Parts sociales				**0**	
Certificats d'investissement				**0**	
TOTAL	**210 124**	**0**	**0**	**210 124**	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	4 500 000						4 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 103 444						1 103 444
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	450 000						450 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	1 809 570						1 809 570
Report à nouveau	5 343 081				393 924		5 737 005
Résultat de l'exercice	2 793 924	721 019		2 400 000	-393 924		721 019
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	591 855	303 089	115 968				778 976
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**16 591 874**	**1 024 108**	**115 968**	**2 400 000**	**0**	**0**	**15 100 014**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges	1 063 202	188 324	112 640	77 465	1 061 421
Provisions pour garanties donnés aux clients	0	0	0		0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0		0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0		0
Provisions pour pertes de change	0	0	0		0
Provisions pour pensions, obligations similaires	347 885	6 629	22 223		332 291
Provisions pour impôts	318 310	385 578	305 483		398 404
Provisions pour renouvellement immobilisations	0	0	0		0
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	0	0	0		0
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	0	0	0		0
Autres provisions pour risques et charges	2 877 895	2 373 501	1 464 461	465 768	3 321 167
TOTAL	**4 607 292**	**2 954 032**	**1 904 808**	**543 233**	**5 113 283**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Ventilation du chiffre d'affaires

(données en k€)

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 30/09/2025	Total 30/09/2024	%
Activité Bâtiment - Travaux Tertiaires	93 116	118	93 234	79 108	17,86%
Activité Industrie - Environnement	54 206	610	54 815	76 443	-28,29%
Activité Infra - Réseaux	89 307	1 867	91 174	46 227	97,23%
Activité Cablage	1 287		1 287	1 093	17,75%
TOTAL	**237 915**	**2 595**	**240 511**	**202 871**	**18,55%**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
SORTIES D'ACTIFS	45 847	167 167
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	303 089	115 968
PERTES A TERMINAISON	1 543 177	1 327 180
DEDITS AMENDES & PENALITES	129 208	0
DEPRECIATIONS DE TITRES	3 528 632	0
DIVERS	15 212	171 533
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	**5 565 164**	**1 781 847**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	8 491 109	2 860 416	5 630 693
Résultat exceptionnel à court terme	-3 783 317	-11 238	-3 772 079
Résultat exceptionnel à long terme			0
Participation des salariés	-1 555 573	-417 978	-1 137 595
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			0
RESULTAT COMPTABLE	**3 152 219**	**2 431 200**	**721 019**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			721 019
Impôt sur les bénéfices			2 431 200
RESULTAT AVANT IMPOT			**3 152 219**
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	303 089	115 968	187 121
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	**303 089**	**115 968**	**187 121**
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	**0**	**0**	**0**
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			**3 339 340**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Fiscalité différée

Libellé	30/09/2025
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt	
Provisions réglementées	778 976
Subventions d'investissement	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Actif	0
Autres charges déduites d'avance	
Plus values à long terme en sursis d'imposition	
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	**778 976**
Total passif d'impôt futur	**194 744**
Bases d'allègement de la dette future d'impôt	
Amortissements des logiciels	
Pertes potentielles sur contrat à long terme	-1 543 177
Provisions pour retraites et obligations similaires	-265 669
Autres risques et charges provisionnés	
Charges à payer	-1 835 427
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Passif	0
Autres produits taxés d'avance	
Déficits reportables fiscalement	
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**-3 644 273**
Total actif d'impôt futur	**-911 068**
Situation nette	**-716 324**

(1) Taux d'impôt :	*0,00%*
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	*25,00%*
Contribution sociale sur l'impôt :	*3,30%*
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	*0,00%*

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Avals & Cautions bancaires	40 396 101					40 396 101
Engagements de retraite	2 943 125					2 943 125
LLD - Véhicules	2 878 250					2 878 250
TOTAL	46 217 476	0	0	0	0	46 217 476

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cautions fournisseurs	15 853 484					15 853 484
Clause de retour à meilleure fortune	2 078 948		2 078 948			
TOTAL	17 932 432	0	2 078 948	0	0	15 853 484

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL	0	0	0	0	0	0

Effectif moyen

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
Effectif	30/09/2025	30/09/2024	30/09/2025	30/09/2024	30/09/2025	30/09/2024
Ingénieurs et Cadres	277	249			277	249
Agents de maîtrise	288	265			288	265
Employés et techniciens					0	0
Ouvriers	720	678			720	678
Autres					0	0
TOTAL	**1 285**	**1 192**	**0**	**0**	**1 285**	**1 192**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Tableau des participations

Filiales et participations (en K€)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Valeur prêts et avances		Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
				Brute	Nette	Brute	Nette				
Participations (détenues à + de 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
CENERGIA 1bis Rue JB Greuze 33160 Saint Médard en Jalles	320 000	1 515 684	100,00%	10 000 000	7 368 795	0	0	0	17 266 729	553 485	400 000
ERS 31 B Biardel 35520 La Mézière	750 000	4 573 203	100,00%	17 076 382	10 677 954	2 830 000	2 830 000	0	45 585 938	1 953 005	0
GABRIELLE Route de Toulouse-Lassoulan 31480 Cadours	226 019	-150 488	100,00%	874 053	0	957 000	957 000	0	11 636 502	-197 326	0
Participations (détenues entre 10 et 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
EVESA 64 Avenue de Colmar 92500 Rueil Malmaison	1 000 000	455 560	26,00%	260 000	260 000	0	0	0	26 903	184 234	92 430
Participations (détenues entre 0.01 et 10%)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
TOTAUX	-	6 393 959	-	28 210 435	18 306 749	3 787 000	3 787 000	0	74 516 072	2 493 398	492 430

(1) Capital
(2) Réserves, report à nouveau, résultat, provisions réglementées, subventions
(3) Quote part du capital détenu en %
(4) Valeur comptable brute des titres détenus
(5) Valeur comptable nette des titres détenus
(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés
(7) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés / valeur nette
(8) Montant des cautions et aval donnés par l'entreprise
(9) Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé
(10) Résultat du dernier exercice clos
(11) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes